

## Communiqué de presse

### Culottés mais pas résignés !

### **Le collectif : « Action culottée » envoie une petite culotte à Matignon. Une action humoristique mais avant tout symbolique !**

*Devant les dernières annonces gouvernementales au sujet de la fermeture des commerces dits « non essentiels » nous avons décidé de nous fédérer, entre détaillants lingerie et bain, et de **créer notre collectif « Action culottée ».***

*Nous souhaitons **alerter face à la situation très critique** que vivent des centaines de **boutiques de sous-vêtements à travers toute la France**. C'est pourquoi « Action culottée » sollicite le gouvernement, de façon rigolote mais pas totalement idiote, en envoyant une « **culotte de mécontentement à Matignon** » !*

Les fleuristes, libraires, coiffeurs ou encore disquaires ont été relégués en commerces dits « essentiels ». **Mais la culotte ?** N'est-ce pas une question d'hygiène et de protection ? **N'est-ce pas la première chose que nous enfilons le matin pour nous habiller ?**

Nous ressentons tous un très fort **sentiment d'injustice !**

Nous avons bien conscience du risque lié à la transmission du virus. Depuis le début de la pandémie, nous observons très scrupuleusement le protocole recommandé par le gouvernement. Malgré cela nous sommes contraints, une fois de plus, de baisser le rideau !

Les études montrent que **ce n'est pas dans les commerces indépendants que le risque de transmission est le plus élevé**. Nos petites surfaces nous permettent de réguler le flux de visiteur de façon précise. Les grandes surfaces, elles, sont ouvertes, accueillent du public souvent sans respect des jauges fixées et ne font pas toujours respecter les mesures de distanciation sociale.

**L'injustice ressentie** est d'autant plus vive que **de nombreuses GMS n'ont pas fermé leur rayon sous-vêtements**. Nous ne pouvons accepter cette concurrence déloyale et pourtant actée par votre gouvernement. **Ce que nous souhaitons avant tout est l'EQUITE !**

**Nous demandons** donc le reclassement des sous-vêtements en produit "essentiel" et de ce fait, la réouverture des boutiques concernées.

Alternativement, nous souhaitons **l'autorisation de rendez-vous client physiques et individuels**.

Si cela est refusé, **aidez-nous en encadrant les promotions avant les soldes d'été**.

Comment espérer survivre si après 2 mois de fermeture les grandes enseignes et géants du web se mettent comme en 2020 à proposer leurs collections à prix cassé ?

**Choisissez une date de soldes** et faites-en sorte que les **promotions ne commencent qu'à la date définie !** Cela est vital pour nos entreprises !

**« Action culottée » sollicite également le gouvernement sur les sujets suivants : fond de solidarité, les frais fixes, la rémunération des travailleurs indépendants, les soldes...**

La vérité est que **nous sommes TOUS essentiels**. Le commerce de proximité est précieux. Il contribue à l'économie locale et fait vivre nos communes. Il renforce le tissu social des villes comme des villages. Nous sommes les animateurs des centres villes, les confidents des personnes seules ou âgées, les distributeurs de bonheur de nos clients, la fierté de nos maires.

[actionculottee@gmail.com](mailto:actionculottee@gmail.com)  
[paredesnathalie@hotmail.com](mailto:paredesnathalie@hotmail.com)

Tel : 0663234089

[aline.tran@hotmail.fr](mailto:aline.tran@hotmail.fr)  
Facebook : Actionculottée



Mr Jean Castex  
Premier Ministre  
Hôtel Matignon  
57 rue de Varennes  
75007 Paris

Le 19 Avril 2021,

Monsieur le Premier Ministre,

Vous trouverez ci-joint à ce courrier un élément de la vie quotidienne pourtant considérée comme non-essentiel par votre gouvernement : une petite culotte.

Devant les annonces du 17 puis du 24 Mars et enfin du 3 Avril, nous, le collectif des Détaillantes de Lingerie et Bain (collectif « action culottée »), vous adressons cette lettre afin d'exprimer notre détresse face à cette situation.

Nous vous alertons de la situation très critique que vivent des centaines de boutiques de sous-vêtements à travers toute la France. Tout en étant conscients du risque viral, nous sommes face à notre désarroi et notre incompréhension.

Depuis le début de la pandémie, nous observons très scrupuleusement le protocole recommandé par le gouvernement et établi de concert avec les différentes fédérations de l'équipement de la personne (FNH: *Fédération Nationale de l'Habillement*, CNDL: *Confédération Nationale des Détaillants en Lingerie*, FNDMV: *Fédération Nationale des Détaillants Maroquinerie et Voyage*, FDCF: *Fédération des Détaillants en Chaussures de France*).

Nous avons mis la marchandise essayée en quarantaine.  
Nous avons imposé une jauge, contrôlé le nombre de personnes entrant dans la boutique.  
Nous avons nettoyé nos rayons, nos caisses, nos poignées de porte, plusieurs fois par jour.  
Nous avons imposé le port du masque et le lavage des mains à nos clients.  
Nous nous sommes adaptés, digitalisés, réseaux-sociaux-isés.

Malgré cela nous sommes contraints, une fois de plus, de baisser le rideau.

Nous ressentons tous un très fort sentiment d'injustice et sommes doublement pénalisés :

1/ Toutes les études montrent que ce n'est pas dans le commerce indépendant que le risque de transmission est le plus élevé. Nos petites surfaces nous permettent de réguler le flux de visiteurs d'une manière précise et stricte.

2/ Ensuite, bien que la transmission du virus soit plus probable dans les grandes surfaces, celles-ci sont ouvertes, accueillent du public souvent sans comptage du nombre de personnes et ne font pas toujours respecter les gestes barrières et mesures de distanciation sociale comme l'attestent de nombreuses photos circulant sur Internet.

L'injustice ressentie est d'autant plus vive que de nombreuses GMS n'ont pas fermé leurs rayons textiles et sous-vêtements. Nous ne pouvons accepter cette concurrence déloyale et pourtant actée par votre gouvernement.

Nous pourrions aller plus loin en questionnant le caractère "non-essentiel" des sous-vêtements. N'est-ce pas une question d'hygiène et de protection ? N'est-ce pas la première chose que nous enfilons le matin pour nous habiller, même vous, Monsieur le Premier Ministre ?

Alors que les fleuristes, libraires, coiffeurs ou encore disquaires ont été relégués en commerces dits "essentiels", nous sommes abasourdis par le manque de considération pour les boutiques de sous-vêtements.

Nous nous sommes adaptés mais ne pouvons ni ne pourrions rivaliser avec les géants du net ou encore les grandes enseignes qui tirent leur épingle du jeu. Certains d'entre nous ne survivront pas à ce 3e confinement et les liquidations ont déjà commencé. La plupart d'entre nous sommes TNS et n'auront aucune ressource financière par la suite, précarisant nos familles.

C'est pourquoi nous faisons parvenir ces demandes :

## **EQUITÉ**

- Nous demandons le reclassement des sous-vêtements en produit "essentiel" et de ce fait, la réouverture des boutiques concernées.
- Alternativement, l'autorisation de rendez-vous client physique et individuel est une bonne solution.

OU

Si cela est refusé, aidez-nous en encadrant les promotions avant les soldes d'été.

Comment espérer survivre si après 2 mois de fermeture les grandes enseignes et géants du web se mettent comme en 2020 à proposer leurs collections à prix cassé ?

Choisissez une date de soldes et faites-en sorte que les promotions ne commencent qu'à la date définie ! Cela est vital pour nos entreprises !

- Nous exigeons également un meilleur contrôle des rayons sous-vêtements en GMS qui reste très largement ouverts en toute illégalité. Ce que nous souhaitons avant tout est l'équité face aux GMS.

## **FRAIS FIXES & SALAIRES**

- Nous demandons la mise place du dispositif "FRAIS FIXES" pour tous les commerçants étant dans l'obligation de fermer.
- Nous demandons la nationalisation de l'aide unique au loyer à l'instar de la région Ile-De-France, l'Occitanie ou encore les Hauts-de-France.
- La prolongation du crédit d'impôt pour les petits bailleurs et mise en place d'une aide spécifique des possibilités de recours en cas d'impayé.
- Indemnités pour les pertes de salaires et de rémunération des TNS particulièrement pour les plus précaires (par exemple famille monoparentale).
- Mise en place du chômage partiel pour les gérants salariés ou assimilés salariés
- Solution quant aux congés payés acquis pendant le confinement

## **STOCK**

- un début de solution a été proposé par le gouvernement : 80% du montant de l'aide touchée en Novembre 2020 et nous en avons bien pris note. Malheureusement cela ne suffira pas à certains commerces qui, par exemple, n'ont pas pu bénéficier du Fond de Solidarité en Novembre 2020. Proposer un prorata pourrait provoquer de l'inégalité car, selon les fédérations et les métiers, les stocks ne sont pas au même niveau. En tant que boutique de sous-vêtements, j'attire votre attention sur le fait que nos stocks sont très élevés en nombre de pièces comme en valeur dues aux nombreuses tailles que l'on propose (par exemple, il peut y avoir jusqu'à 60 tailles différentes pour un soutien-gorge).

## **FOND DE SOLIDARITÉ**

- Nous demandons les mêmes conditions que Novembre 2020 pour le Fond de Solidarité. Beaucoup d'entre nous passent au travers notamment pour Mars 2020 : pas assez de différence de CA avec 2019, créateurs, ou encore les enseignes sous le même SIREN.

## **SOLDES**

- Nous ne pouvons rouvrir et solder notre marchandise tout juste reçue en Mars. Le reste de l'année nous devons déjà faire face aux promotions permanentes des géants du net. Nous ne pouvons abandonner nos marges au risque de ne plus pouvoir subvenir aux frais fixes de nos entreprises, aux salaires de nos employés et aux factures de nos fournisseurs.
- Nous proposons le 15 Juillet comme le suggère également nos fédérations.

La vérité est que nous sommes TOUS essentiels, Monsieur le Premier Ministre. Le commerce de proximité est précieux. Il contribue à l'économie locale et fait vivre nos communes. Il renforce le tissu social des villes comme des villages. Nous sommes les animateurs des centres villes, les confidents des personnes seules ou âgées, les distributeurs de bonheur de nos clients, la fierté de nos maires.

En espérant vous avoir interpellé avec cette lettre et cet article considéré comme non-essentiel et pourtant indispensable.

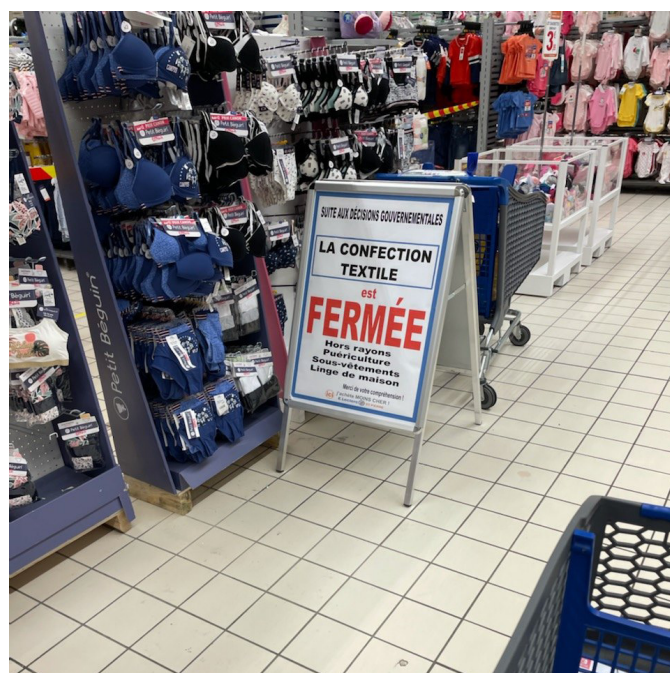
Nous vous remercions d'avance de bien vouloir prendre en compte nos demandes et vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre plus haute considération,



Béthune (62)  
le 14 Avril 2021  
A 1 km d'une boutique indépendante de sous-vêtements



Saint-Pierre-les-Elbeuf (76)  
le 12 Avril 2021  
A 3 km d'une boutique indépendante de sous-vêtements

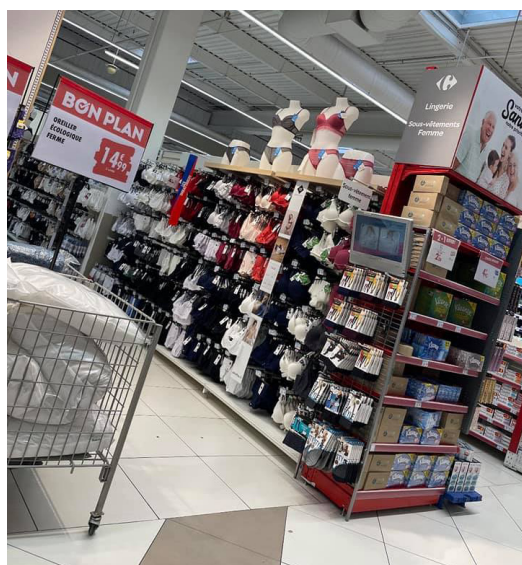




  
—  
**ACTION  
CULOTTÉE**

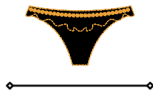
---

Dignes-les-Bains (04)  
le 15 Avril 2021



Laon (02)  
le 17 Avril 2021  
A 2 km d'une boutique indépendante de sous-vêtements





## ACTION CULOTTÉE

---

Sens (89)

le 6 Avril 2021

A 3 km d'une boutique indépendante de sous-vêtements

